


Ludovic Marin / Pool / Reuters

**"LE SERMENT DE STRASBOURG",** ainsi baptisé par Emmanuel Macron devant le Parlement européen, le 9 mai. Lors de son discours, il a proposé notamment une "communauté politique européenne" et la fin de la règle de l'unanimité.

Attention, danger

# MACRON DANS LE PIÈGE EUROPÉISTE

Quand Jean-Luc Mélenchon a envisagé de *« désobéir »* à l'Union européenne (UE), les cris d'orfraie ont fusé, notamment chez les partisans d'Emmanuel Macron, gardiens sourcilleux de dogmes qui ont volé en éclats au fil des crises. Pourtant, lors de son discours devant le Parlement européen, le président de la République a proposé de *« réviser »* les traités régissant l'ordre européen, confirmant ainsi leur obsolescence avérée. Très bien. Mais, en attendant, on se couche ou pas ?

Dans l'hypothèse d'une réécriture, qui ne séduit pas forcément tous les pays européens, encore faut-il aller dans le bon sens. De ce point de vue, les (maigres) propositions avancées par le chef de l'État pour créer une *« communauté politique européenne »* ne sont pas des plus rassurantes. Tel est le cas de la perspective d'un nouvel élargissement de l'UE, imaginé pour intégrer dans un avenir lointain un certain nombre de pays de l'Est, à commencer par l'Ukraine.

Dans le contexte de guerre consécutif à l'agression décidée par Vladimir Poutine, cette décision ne peut être considérée par Moscou que comme une volonté d'arrimer encore plus Kiev au monde occidental et à l'Otan, structure militaire qui est chez elle sur le territoire européen. Alors qu'il faudrait tout faire pour stopper l'invasion russe et préparer un avenir de paix sur le Vieux Continent, cette initiative risque de jeter de l'huile sur le feu en alimentant la paranoïa en vogue au Kremlin, nourrie par la crainte d'un encerclement bien réel. Un jour ou l'autre (le plus tôt sera le mieux), la guerre s'arrêtera, mais la Russie sera toujours en Europe, et il faudra créer avec elle de nouvelles structures de coopération. En attendant, mieux vaut ne pas installer d'obstacles nouveaux sur une route déjà semée d'embûches.

Emmanuel Macron a également évoqué la fin de la règle de l'unanimité pour certaines des prises de décision des Vingt-Sept. Voilà qui ne va pas rassurer tous ceux qui sont attachés à la souveraineté nationale et qui ne sont pas prêts à l'échanger contre une hypothétique « souveraineté européenne ». Jusqu'ici, la France prenait cette perspective avec des pincettes, traumatisée par le non au traité constitutionnel européen de 2005, qui a témoigné du fossé entre le peuple et les élites. Depuis, ce fossé est devenu un gouffre qu'il serait temps de combler pour que l'euroscepticisme ne se transforme pas en rejet pur et simple de l'idée européenne elle-même. ■ JACK DION

## IL A OSÉ LE DIRE

« C'est enfin la victoire de Mélenchon au congrès du PS. »

**DAVID CORMAND, eurodéputé EELV, *l'Opinion*, le 5 mai 2022.**

## PRENONS-LES AU MOT

### CACHER OU EXHIBER SES RACINES ?

Macron conforté, le vote RN enraciné », titrait Mediapart au lendemain de la présidentielle. « Comment le vote RN s'est enraciné dans les communes rurales autour de Dreux depuis cinq ans », titrait de son côté *l'Écho républicain*, le 26 avril pour souligner qu'on ne pouvait plus uniquement considérer ce vote comme contestataire et que le RN était désormais un parti avec lequel il fallait compter. Depuis le début de la campagne pour les législatives, les candidats rivalisent de proclamation d'« enracinement » dans les « territoires » qu'ils aspirent à représenter. *« Nos candidats ne seront pas là que pour voter des lois, mais aussi pour défendre leur région car ils sont enracinés »*, déclarait au *Figaro* Hervé Morin, président de la région Normandie le 4 mai. Souhaitant se maintenir face à Manuel Valls, le député sortant LREM Stéphane Vojetta vantait sur Twitter son statut d'*« élu de terrain, apprécié des électeurs »* et de *« Français de l'étranger enraciné »*. On peut comprendre la volonté des politiques locaux de s'inscrire dans l'histoire d'une région. Et le terme « enraciner », formé à partir de « racine », du bas latin *radicina*, « base », « fondement », et qui signifie au sens figuré, selon *le Robert*, *« fixer profondément, solidement, dans l'esprit, le cœur »* ou *« établir quelqu'un de façon durable dans un pays »*, paraît à cet égard plutôt approprié. On peut toutefois s'étonner de l'écart entre ces fortes revendications d'appartenance locale et la grande pudeur avec laquelle on affirme son identité française. Les mêmes qui s'affichent en représentants « enracinés » des terroirs érigent régulièrement en modèle le citoyen du monde déraciné. Y aurait-il un bon et un mauvais enracinement ? ■ SAMUEL PIQUET